

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Johanne Hébert, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Huntingdon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 1 juin 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	6
État consolidé de la situation financière	7
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	33
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	34
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	35
Situation financière par organismes	36
Charges par objets	37
Excédent (déficit) accumulé	38
Avantages sociaux futurs	42

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Huntingdon**

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Huntingdon (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Huntingdon au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserves

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la ville et l'organisme contrôlé n'ont pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La ville et l'organisme contrôlé n'ont pas obtenu les informations concernant le coût lié à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Les états financiers du groupe englobent les opérations financières de la ville et celles de la régie. Ainsi, les comptes de la ville et de la régie sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part de 13,61 % revenant à la ville. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les opérations financières de la régie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les éléments pertinents de la documentation des travaux d'audit sur les informations financières de la composante n'étant pas disponibles. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient dû être apportés aux produits, aux charges, aux actifs, aux passifs, à l'excédent de l'exercice et à l'excédent accumulé.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

« Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Huntingdon inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 1er juin 2026

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A 107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	3 786 630	4 021 080	3 864 988
Compensations tenant lieu de taxes	2	211 270	260 125	283 820
Quotes-parts	3			
Transferts	4	543 007	1 343 523	790 766
Services rendus	5	1 182 431	1 696 720	2 237 930
Imposition de droits	6	155 175	404 399	277 027
Amendes et pénalités	7	5 000	357 502	364 033
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	61 879	172 160	160 609
Autres revenus	10	500	535 671	485 221
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 945 892	8 791 180	8 464 394
Charges				
Administration générale	14	1 015 103	1 138 118	1 026 431
Sécurité publique	15	478 467	524 344	502 332
Transport	16	823 541	1 052 473	964 082
Hygiène du milieu	17	1 498 018	2 011 774	2 538 756
Santé et bien-être	18	39 762	39 569	57 834
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 091 416	1 519 294	1 642 270
Loisirs et culture	20	342 271	429 357	361 759
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	158 514	206 695	167 818
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 447 092	6 921 624	7 261 282
Excédent (déficit) lié aux activités	25	498 800	1 869 556	1 203 112
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		20 147 336	18 944 315
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(10 791)	(10 882)
Solde redressé	28		20 136 545	18 933 433
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		22 006 101	20 136 545

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 180 059	1 248 798
Débiteurs (note 5)	2	4 672 761	5 696 571
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	5 852 820	6 945 369
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 854 658	4 739 218
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	717 760	1 385 820
Revenus reportés (note 11)	12	102 055	240 487
Dette à long terme (note 12)	13	5 687 813	5 157 807
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	10 362 286	11 523 332
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 509 466)	(4 577 963)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	22 793 001	21 587 923
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 656 954	3 038 713
Stocks de fournitures	20	49 363	46 833
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	16 249	41 039
	23	26 515 567	24 714 508
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	22 006 101	20 136 545
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	22 006 101	20 136 545
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	22 006 101	20 136 545
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	498 800	1 869 556	1 203 112
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	578 000)(	2 177 206)(	1 419 375)
Produit de cession	3		3 000	
Amortissement	4		964 312	835 386
(Gain) perte sur cession	5		4 816	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(578 000)	(1 205 078)	(583 989)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(618 241)	(316 265)
Variation des stocks de fournitures	10		(2 530)	(10 341)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		24 790	(8 823)
	13		(595 981)	(335 429)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(79 200)	68 497	283 694
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 566 833)	(4 850 775)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(11 130)	(10 882)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 577 963)	(4 861 657)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(4 509 466)	(4 577 963)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 869 556	1 203 112
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	964 312	835 386
Autres			
▪ Contributions des promoteurs	3.1	(432 781)	(88 613)
▪ Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	3.2	4 816	
	4	2 405 903	1 949 885
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	1 023 810	(749 249)
Autres actifs financiers	6		44 453
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(580 171)	277 786
Revenus reportés	8	(138 432)	106 646
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(526 232)	(316 265)
Stocks de fournitures	11	(2 530)	(10 341)
Autres actifs non financiers	12	24 790	(8 823)
	13	2 207 138	1 294 092
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	1 924 323) (	1 181 224)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	3 000	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 921 323)	(1 181 224)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 447 100	522 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 929 444) (	1 479 719)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(884 560)	603 024
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	12 350	14 244
Autres			
▪	28.1		
	29	(354 554)	(340 451)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(68 739)	(227 583)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 247 934	1 485 892
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	864	(9 511)
Solde redressé	33	1 248 798	1 476 381
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 180 059	1 248 798

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Huntingdon est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat de la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon.

Les comptes de la ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Huntingdon excluant l'organisme qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

b) Partenariats

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon pour l'exercice est de 13,61 % faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 13,14% en début d'exercice à 13,18 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	- 10, 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	- 15, 10, 20, 30 et 40 ans
Véhicules	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût, établi selon la méthode du coût distinct, et de la valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les bacs et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé par la méthode de l'épuisement successif (PEPS) pour la ville et selon la méthode du coût moyen pour l'organisme contrôlé. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement : -pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 180 059	1 248 798
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 180 059	1 248 798
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 180 059	1 248 798
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	220 955	552 239
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 269 100	522 000

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	935 926	1 055 883
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 820 935	3 169 246
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	657 319	36 467
Organismes municipaux	13	31 952	23 188
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	69 849	91 647
▪ Autres	14.2	156 780	1 320 140
	15	4 672 761	5 696 571
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	999 000	1 051 100
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	999 000	1 051 100
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	117 045	129 414
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 752 606	2 089 803
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	13 400	28 400
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	937 884	921 629
	27	2 820 935	3 169 246

Note

Le montant des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à un taux de 1,34% (2023: 1,34 %). Ils viennent à échéance en 2040 (2023: 2040).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville a autorisé et négocié auprès de son institution financière une marge de crédit de 400 000 \$ au taux préférentiel (5.45 % au 31 décembre 2024) pour le parc industriel. Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé de cette marge de crédit était de (10 590) \$.

La ville a autorisé et négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 5 687 028 \$. Ces dernières portant intérêt au taux préférentiel (5.45 % au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé de ces marges de crédit était de 3 858 791 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon

La Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon dispose d'une marge de crédit d'une limite de crédit de 50 000 \$ et d'une carte de crédit d'une limite de crédit de 5 000 \$. Toutes deux portent intérêt au taux de 10,45 %. Au 31 décembre 2024, les soldes non utilisés étaient respectivement de 4 489 \$ et de 3060 \$, soit des quotes-parts revenant à la municipalité de 610 \$ et 416 \$.

10. Créiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	310 446	1 039 159
Salaires et avantages sociaux	44	301 711	265 751
Dépôts et retenues de garantie	45	73 925	52 884
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	47.1	31 678	28 026
	48	717 760	1 385 820

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	39 907	33 688
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Intérêts PRECO	54.1		37 593
▪ RÉCIM - Garage municipal	54.2	52 859	52 250
▪ TECQ 2019-2024	54.3		107 697
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Dépôt promoteur	62.1	8 000	
▪ Dépôt club social	62.2	551	
▪ Location de glace	62.3	738	9 259
	63	102 055	240 487

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 52 859 \$ (2023 – 197 540 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement à des travaux afférents à des infrastructures et à des bâtiments. Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque l'organisme respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies.

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,55	5,23	2025	2044	64	5 695 713	5 178 057
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	5 695 713	5 178 057
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(7 900)	(20 250)
					72	5 687 813	5 157 807

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		460 583			460 583
2026	74		459 628			459 628
2027	75		415 273			415 273
2028	76		428 304			428 304
2029	77		379 589			379 589
2030 et plus	78		3 552 336			3 552 336
	79		5 695 713			5 695 713
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		5 695 713			5 695 713

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices excluent les refinancements qui devront être réalisés aux échéances suivantes :

2025 :	496 700 \$
2026 :	1 729 000 \$
2027 :	76 629 \$
2028 :	141 800 \$
2029 :	1 759 300 \$
Total :	4 203 429 \$

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	68 657	64 935
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	10 740	10 806
	90	79 397	75 741

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 (	)(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	3 562 493	1 012 285		4 574 778
Eaux usées	102	12 602 773	1 114 249		13 717 022
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	4 473 186	310 688	162 536	4 621 338
Autres					
▪ Autres	104.1	1 231 028			1 231 028
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 367 193	30 965		3 398 158
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 313 356		78 158	1 235 198
Ameublement et équipement de bureau	109	85 744	60 570	1 290	145 024
Machinerie, outillage et équipement divers	110	551 870	521 688	13 694	1 059 864
Terrains	111	1 001 895			1 001 895
Autres	112				
	113	28 189 538	3 050 445	255 678	30 984 305
Immobilisations en cours	114	4 973 754	(873 239)		4 100 515
	115	33 163 292	2 177 206	255 678	35 084 820
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 169 992	120 411		1 290 403
Eaux usées	117	6 665 511	372 853		7 038 364
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 271 230	120 715	162 536	1 229 409
Autres					
▪ Autres	119.1	591 203	55 353		646 556
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	772 644	104 111		876 755
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	813 924	66 504	70 342	810 086
Ameublement et équipement de bureau	124	52 376	28 230	1 290	79 316
Machinerie, outillage et équipement divers	125	238 489	96 135	13 694	320 930
Autres	126				
	127	11 575 369	964 312	247 862	12 291 819
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	21 587 923			22 793 001
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	6 581	6 581
Immeubles industriels municipaux	133	3 650 373	3 032 132
Autres	134		
	135	3 656 954	3 038 713
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	3 656 954	3 038 713

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1	16 249	41 039
Autres			
▪	144.1		
	145	16 249	41 039

Note**19. Obligations contractuelles**

Au cours de l'exercice 2024 et des exercices antérieurs, la ville a accordé les contrats à long terme et/ou engagements de crédit suivants:

Les Habitations des Tisserandes

Une contribution financière sous forme de crédit de taxes a été accordée à l'organisme pour une période de quarante (40) ans jusqu'à un montant maximum de 45 000 \$ par année. Les coûts annuels totaux estimés des contributions financières à l'organisme sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025 à 2053	45 000 \$
2054	33 750 \$

Subvention aux entreprises

Une contribution financière a été accordée à une entreprise pour une période de six (6) ans se terminant en 2025 à raison d'un montant de 73 237 \$ pour 2025.

Gestion des activités hivernales

La ville a conclu un contrat pour la gestion des activités hivernales des années 2021 à 2025 à Les Événements Droit au But Inc. Les coûts annuels totaux à verser en 2025 sont de 4 375 \$.

Inspection des bornes d'incendie

La ville a octroyé un contrat pour les années 2024 à 2028 à la compagnie SIMO Management Inc. pour l'inspection des bornes d'incendie. Les coûts annuels totaux à verser sont les suivants :

2025	5 288 \$
2026	5 500 \$
2027	5 720 \$
2028	5 949 \$

Contrôle de la végétation

La ville a octroyé un contrat pour les années 2025 à 2027 à la compagnie Les Gazons Tessier Inc. pour le contrôle de la végétation autour des bassins d'assainissement des eaux usées et dans les aires de circulation de l'emplacement. Les coûts annuels totaux à verser sont les suivants :

2025	4 493 \$
2026	4 493 \$
2027	4 493 \$

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des ententes pour la location de locaux. Les échéances de ces baux varient du 1er janvier 2025 au 31 août 2027.

Les montants des droits contractuels relativement à ces ententes s'établissent comme suit:

2025	258 915 \$
2026	142 686 \$
2027	100 065 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville a signé des ententes pour la fourniture de services municipaux avec des municipalités avoisinantes. Les montants des droits contractuels relatifs à ces ententes sont de 66 145 \$ en 2025.

Dans le cadre de programmes de subventions sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 233 379 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir un montant de 321 122 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, un montant de 183 590 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 049 789 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Des subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisant 131 767 \$ seront reçues sur une période de 16 ans. L'échéancier d'encaissement de ces subventions s'établit comme suit:

2025	17 032 \$
2026	15 840 \$
2027	14 619 \$
2028	13 370 \$
2029	12 093 \$
2030 et suivantes	58 813 \$

Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon

La Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon a signé une entente avec Promutuel Haut-Saint-Laurent selon laquelle Promutuel s'est engagé à verser 200 000 \$ sur 20 ans. Au cours des années précédentes, la régie a reçu une somme de 135 000 \$. Une somme de 10 000 \$ est à recevoir au 31 décembre 2024 et une somme de 55 000 \$ sera reçue au cours des années subséquentes à raison de 10 000 \$ par année.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Poursuites

S/O

D) Autres**Passif environnemental**

À la suite de la cessation définitive des activités de Cleyn & Tinker Inc., la Ville de Huntingdon a procédé à l'acquisition des anciennes usines de textile appartenant à cette entreprise. Les dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement imposant à ceux qui projettent de changer l'utilisation d'un terrain d'effectuer une étude de caractérisation. Or, cette étude a révélé la présence de contaminants dans une section de l'ancienne usine et un avis de contamination a été inscrit au registre foncier contre la propriété en question. Un plan de réhabilitation a été présenté au Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs qui en a approuvé le contenu.

En août 2014, la Ville a procédé aux travaux prévus au plan de réhabilitation et ceux-ci ont été financés par un règlement d'emprunt ainsi qu'une subvention de ClimatSol. À l'automne 2016, à la demande du ministère, des travaux ont été amorcés afin d'obtenir un complément d'information requis en appui à la demande d'impraticabilité technique présentée par la ville. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, les travaux n'étaient pas terminés.

Des tests de qualité de l'eau souterraine post-réhabilitation ont été effectués en novembre 2016 et en mai 2018 et ont démontré que les concentrations de contaminant respectent les critères de qualité RES du guide d'intervention du MELCCFP.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Les opérations liées aux activités d'investissement qui n'entraînent pas de mouvement de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie et qui sont exclues de l'état consolidé des flux de trésorerie sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses :		
- dans les contributions de promoteurs	340 772	88 613
- dans les créditeurs et charges à payer	(87 889)	149 538
Augmentation des propriétés destinées à la revente :		
- dans les contributions de promoteurs	92 009	—

24. Redressement aux exercices antérieurs

Les états financiers de la Régie de la patinoire de Huntingdon ont été redressés au 1er janvier 2023. La quote-part revenant à la municipalité dans ces redressements s'établit de la façon suivante:

Trésorerie	864 \$
Débiteurs	421
Immobilisations	339
Emprunt temporaire	(225)
Fournisseurs	(2 931)
Revenus reportés	(9 259)
Excédents	9 511
Revenus	(1 065)
Charges	2 345

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations à recevoir et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	2 232 873	1 971 778
En souffrance :		
moins de 30 jours	52 923	814 595
de 30 à 60 jours	31 019	131 787
plus de 60 jours	162 284	488 166
	2 479 099	3 406 326
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	2 479 099	3 406 326

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	3 854 658	-	-	-	3 854 658
Créditeurs et charges à payer	555 263	38 906	-	-	594 169
Intérêts courus à payer	31 678	-	-	-	31 678
Dettes	460 583	1 296 801	769 993	3 168 336	5 695 713
	4 902 182	1 335 707	769 993	3 168 336	10 176 218

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	4 014 705	–	–	–	4 014 705
Créditeurs et charges à payer	1 251 184	38 906	–	–	1 290 090
Intérêts courus à payer	28 026	–	–	–	28 026
Dettes	660 593	1 243 335	797 006	2 480 400	5 181 334
	5 954 508	1 282 241	797 006	2 480 400	10 514 155

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé au risque suivant :

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024			
	<u>Taux d'intérêt fixe</u>	<u>Taux d'intérêt variable</u>	<u>Total</u>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1 172 310	1 172 310
Débiteurs	1 116 045	-	1 116 045
Passifs financiers			
Emprunts	6 458	3 848 201	3 854 659
Dettes	5 695 713	-	5 695 713

2023			
	<u>Taux d'intérêt fixe</u>	<u>Taux d'intérêt variable</u>	<u>Total</u>
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	618 866	618 866
Débiteurs	1 334 287	-	1 334 287
Passifs financiers			
Emprunts	225	4 738 993	4 739 218
Dettes	5 178 057	-	5 178 057

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 72 620 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (79 641 \$ en 2023).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou regroupées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 864 988	3 786 630	4 021 080			4 021 080
Compensations tenant lieu de taxes	2	283 820	211 270	260 125			260 125
Quotes-parts	3					20 168	
Transferts	4	563 041	543 007	622 268			622 268
Services rendus	5	2 195 495	1 138 535	1 660 520		36 200	1 696 720
Imposition de droits	6	277 027	155 175	404 399			404 399
Amendes et pénalités	7	364 033	5 000	357 502			357 502
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	160 609	61 879	172 160			172 160
Autres revenus	10	196 391	500	2 690			2 690
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 905 404	5 901 996	7 500 744		56 368	7 536 944
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					6 805	
Transferts	15	227 725		721 255			721 255
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	88 613		432 781			432 781
Autres	18	200 217		100 200			100 200
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	516 555		1 254 236		6 805	1 254 236
	22	8 421 959	5 901 996	8 754 980		63 173	8 791 180
Charges							
Administration générale	23	991 134	1 015 103	1 085 709	52 409		1 138 118
Sécurité publique	24	437 136	478 467	454 192	70 152		524 344
Transport	25	738 864	823 541	799 591	252 882		1 052 473
Hygiène du milieu	26	2 100 573	1 498 018	1 487 926	523 848		2 011 774
Santé et bien-être	27	57 834	39 762	39 569			39 569
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 642 270	1 091 416	1 519 294			1 519 294
Loisirs et culture	29	258 314	301 096	329 267	52 207	74 856	429 357
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	165 035	155 793	203 974		2 721	206 695
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	811 796		951 498 (	951 498)		
	34	7 202 956	5 403 196	6 871 020		77 577	6 921 624
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 219 003	498 800	1 883 960		(14 404)	1 869 556

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 219 003	498 800	1 883 960	(14 404)	1 869 556
Moins : revenus d'investissement	2 (	516 555)	) (	1 254 236)	(6 805)	(1 254 236)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	702 448	498 800	629 724	(21 209)	615 320
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	811 796		951 498	12 814	964 312
Produit de cession	5			3 000		3 000
(Gain) perte sur cession	6			4 816		4 816
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	811 796		959 314	12 814	972 128
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	175 431				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	175 431				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	901 000)	(491 300)	(597 400)	(10 844)	(608 244)
	18	(901 000)	(491 300)	(597 400)	(10 844)	(608 244)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	135 211)	) (	276 502)	(3 084)	(279 586)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	215 444		33 993		33 993
Excédent de fonctionnement affecté	21	314 622				
Réserves financières et fonds réservés	22	(7 500)	(7 500)	(7 500)		(7 500)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	387 355	(7 500)	(250 009)	(3 084)	(253 093)
	26	473 582	(498 800)	111 905	(1 114)	110 791
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 176 030		741 629	(22 323)	726 111

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	516 555	1 254 236	6 805	1 254 236
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	1 762)(	130 545)(	)(	130 545)
Sécurité publique	3 (	115 087)(	55 461)(	)(	55 461)
Transport	4 (	400 984)(	612 595)(	)(	612 595)
Hygiène du milieu	5 (	864 643)(	1 325 664)(	)(	1 325 664)
Santé et bien-être	6 (	)(	)(	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)(	)(	)
Loisirs et culture	8 (	29 988)(	43 052)(	9 889)(	52 941)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(	)(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)(	)(	)(
	11 (	1 412 464)(	2 167 317)(	9 889)(	2 177 206)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	447 243)(	618 241)(	)(	618 241)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)(	)(	)(	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		1 178 000		1 178 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	135 211	276 502	3 084	279 586
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	540 510	656 608		656 608
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18		200 000		200 000
	19	675 721	1 133 110	3 084	1 136 194
	20	(1 183 986)	(474 448)	(6 805)	(481 253)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(667 431)	779 788		772 983

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 237 608	1 176 219	3 840
Débiteurs (note 5)	2	5 681 629	4 664 271	15 975
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			
Autres actifs financiers (note 8)	7			
	8	6 919 237	5 840 490	19 815
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 738 993	3 848 200	6 458
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 380 009	701 293	16 467
Revenus reportés (note 11)	12	231 228	101 317	8 223
Dettes à long terme (note 12)	13	5 051 950	5 592 800	95 013
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14			
Autres passifs (note 14)	15			
	16	11 402 180	10 243 610	126 161
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 482 943)	(4 403 120)	(106 346)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	21 358 900	22 566 903	226 098
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 038 713	3 656 954	
Stocks de fournitures	20	43 517	46 200	3 163
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	41 039	16 249	
	23	24 482 169	26 286 306	229 261
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 508 456	3 561 237	(8 894)
Excédent de fonctionnement affecté	25	96 018	94 265	
Réserves financières et fonds réservés	26	215 012	23 911	724
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	645 900) (	451 800) (	) (
Financement des investissements en cours	28	(4 196 773)	(3 418 384)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	21 022 413	22 073 957	131 085
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	19 999 226	21 883 186	122 915
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Redressé note 24					
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 467 836	1 473 264	1 493 142	1 378 151
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	319 026	297 464	300 173	283 300
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	80 000	86 990	86 990	76 548
Autres biens et services	8	2 957 314	3 450 868	3 490 323	4 135 699
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	66 939	92 743	95 464	64 213
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	47 354	52 808	52 808	52 754
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	41 500	58 423	58 423	50 851
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	287 652	293 078	266 105	246 100
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	99 575	87 018	87 018	103 427
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		951 498	964 312	835 386
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances irrécouvrables	21.1		490	490	2 682
▪ Autres	21.2	36 000	26 376	26 376	32 171
	22	5 403 196	6 871 020	6 921 624	7 261 282

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 552 343	3 521 887
Excédent de fonctionnement affecté	2	94 265	96 018
Réserves financières et fonds réservés	3	24 635	215 734
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	451 800)(	651 157)
Financement des investissements en cours	5	(3 418 384)	(4 196 773)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 205 042	21 150 836
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	22 006 101	20 136 545
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 561 237	3 508 456
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(8 894)	13 431
	11	3 552 343	3 521 887
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Règlement 724-2005 Hunt Mills	12.1	91 899	93 652
▪ Travaux immeubles industriels	12.2	2 366	2 366
	13	94 265	96 018
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	94 265	96 018

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		200 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	1 411	12
Organismes contrôlés et partenariats	26	724	722
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	22 500	15 000
Autres			
▪	30.1		
	31	24 635	215 734
	32	24 635	215 734

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()	()
Autres			
▪ Autres	55.1	(451 800)	(651 157)
	56	(451 800)	(651 157)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	(451 800)	(651 157)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	3 418 384)(	4 196 773)
	66	(3 418 384)	(4 196 773)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	22 793 001	21 587 923
Propriétés destinées à la revente	68	3 656 954	3 038 713
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	26 449 955	24 626 636
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	26 449 955	24 626 636
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	5 687 813)(	5 157 807)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	7 900)(	20 250)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	999 000	1 051 100
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	451 800	651 157
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	4 244 913)(	3 475 800)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	4 244 913)(	3 475 800)
	83	22 205 042	21 150 836

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Huntingdon a adhéré au volet à prestations déterminées du Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREM). Étant un régime inter-employeurs pour lequel la Ville de Huntingdon n'agit pas à titre de promoteur, sa participation à ce régime doit donc être comptabilisée comme un régime à cotisations déterminées.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	68 657	64 935
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110	68 657	64 935

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	3	3

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 479	1 503
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	4 983	5 066
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	5 757	5 740
	121	10 740	10 806

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 449 888	1 533 822	1 533 822	1 306 892
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	483 325	522 629	522 629	612 431
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	1 933 213	2 056 451	2 056 451	1 919 323
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	687 550	687 011	687 011	702 315
Égout	13	66 120	69 613	69 613	67 787
Traitement des eaux usées	14	414 325	486 455	486 455	490 464
Matières résiduelles	15	204 400	215 907	215 907	208 296
Autres					
▪ Recyclage	16.1	148 960	157 141	157 141	152 245
▪ Police	16.2	173 360	181 951	181 951	169 110
▪ Vidange des boues	16.3	100 350	105 619	105 619	102 731
Centres d'urgence 9-1-1	17	12 000	14 444	14 444	10 667
Service de la dette	18	46 352	46 488	46 488	42 050
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 853 417	1 964 629	1 964 629	1 945 665
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 853 417	1 964 629	1 964 629	1 945 665
	27	3 786 630	4 021 080	4 021 080	3 864 988

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	44 500	74 003	74 003
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	134 500	158 579	158 579
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	179 000	232 582	232 582
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	7 000	7 022	7 022
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	2 290	2 325	2 325
Taxes d'affaires	38			
	39	9 290	9 347	9 347
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	19 000	13 941	13 941
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	3 980	4 255	4 255
	42	22 980	18 196	18 196
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	211 270	260 125	260 125
				283 820

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	56 818	32 725	32 725
Enlèvement de la neige	54			33 073
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	899	37 114	37 114
Réseau de distribution de l'eau potable	64	934	11 073	11 073
Traitement des eaux usées	65	162	68	68
Réseaux d'égout	66	541	8 567	8 567
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		12 123	12 123
Matières recyclables				4 936
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	8 500	6 615	6 615
Activités culturelles				8 546
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	67 854	108 285	108 285
				60 894

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			65 016
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	13 400	13 400	13 400
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			13 858
Traitement des eaux usées	106	607 855	607 855	135 451
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122	100 000	100 000	
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	721 255	721 255	227 725

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	135 264	135 118	135 118
Neutralité	131			198 113
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	5 000	9 620	9 620
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	190 000	210 684	8 721
Fonds de développement des territoires	134			250 567
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	144 889	144 888	144 888
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				44 746
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		13 673	13 673
	139	475 153	513 983	513 983
TOTAL DES TRANSFERTS	140	543 007	1 343 523	1 343 523
				790 766

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	1 200		1 098
	144	1 200		1 098
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	4 968	4 968	
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	4 968	4 968	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	33 000	32 082	36 494
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	25 000	26 620	25 001
Réseaux d'égout	160	5 800	6 160	5 830
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	63 800	64 862	67 325

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170	2 100	2 221	2 221
Autres	171			4 093
Autres	172			
	173	2 100	2 221	2 221
				4 093
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179		10 000	10 000
Activités culturelles				41 370
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182		10 000	10 000
				41 370
Réseau d'électricité	183			
	184	67 100	82 051	82 051
				113 886

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffes et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	167 835	194 771	194 771	217 814
	188	167 835	194 771	194 771	217 814
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191	4 000	3 805	3 805	5 033
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194	4 000	3 805	3 805	5 033
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197	900	9 132	9 132	646
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202				
	203	900	9 132	9 132	646
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	13 000	16 220	16 220	13 230
Réseau de distribution de l'eau potable	205				
Traitement des eaux usées	206		18 406	18 406	655 092
Réseaux d'égout	207		2 659	2 659	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208	1 000	10 127	10 127	19 642
Matières recyclables	209				
Autres	210				
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214	14 000	47 412	47 412	687 964

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222	830 000	1 249 252	1 249 252
Autres	223			1 155 161
	224	830 000	1 249 252	1 249 252
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	54 700	74 097	110 297
Activités culturelles				57 426
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	54 700	74 097	110 297
Réseau d'électricité				
	229			
	230	1 071 435	1 578 469	1 614 669
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 138 535	1 660 520	1 696 720
				2 237 930

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	16 200	55 000	55 000	33 071
Droits de mutation immobilière	233	138 975	349 399	349 399	243 956
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	155 175	404 399	404 399	277 027
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	5 000	357 502	357 502	364 033
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	61 879	172 160	172 160	160 609
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(4 816)	(4 816)	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242				195 269
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244		432 781	432 781	88 613
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	500	107 706	107 706	201 339
	250	500	535 671	535 671	485 221
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	174 294	164 966	417	165 383	165 383	161 870
Greffé et application de la loi	2	148 557	169 875		169 875	169 875	143 804
Gestion financière et administrative	3	494 328	558 428	51 992	610 420	610 420	506 958
Évaluation	4	48 553	46 914		46 914	46 914	42 105
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	149 371	145 526		145 526	145 526	171 694
	7	1 015 103	1 085 709	52 409	1 138 118	1 138 118	1 026 431
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	163 363	163 360		163 360	163 360	155 750
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	290 634	277 129	70 152	347 281	347 281	327 746
Sécurité civile	11						
Autres	12	24 470	13 703		13 703	13 703	18 836
	13	478 467	454 192	70 152	524 344	524 344	502 332
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	552 681	555 892	215 961	771 853	771 853	673 008
Enlèvement de la neige	15	152 309	125 058	19 900	144 958	144 958	174 622
Éclairage des rues	16	42 321	50 504	15 203	65 707	65 707	51 437
Circulation et stationnement	17	9 000	9 065	1 818	10 883	10 883	10 733
Transport collectif							
Transport en commun	18	67 230	59 072		59 072	59 072	54 282
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	823 541	799 591	252 882	1 052 473	1 052 473	964 082

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	506 024	484 334	37 999	522 333	525 329	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	93 886	76 384	97 308	173 692	146 380	
Traitement des eaux usées	25	402 923	352 038	324 018	676 056	1 340 720	
Réseaux d'égout	26	35 276	59 064	64 523	123 587	78 379	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	109 845	120 040		120 040	109 652	
Élimination	28	90 660	108 723		108 723	86 364	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	179 220	194 473		194 473	178 567	
Tri et conditionnement	30	35 000	36 088		36 088	32 709	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	32 045	35 654		35 654	27 329	
Traitement	32	12 500	13 894		13 894	12 719	
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	639	7 234		7 234	608	
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	1 498 018	1 487 926	523 848	2 011 774	2 538 756	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	34 000	33 807		33 807	52 130	
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	5 762	5 762		5 762	5 704	
	45	39 762	39 569		39 569	57 834	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2024	2023
				Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	179 406	130 496	130 496	130 496	133 349
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	905 301	1 380 327	1 380 327	1 380 327	1 449 701
Tourisme	50	6 709	8 471	8 471	8 471	59 220
Autres	51					
Autres	52					
	53	1 091 416	1 519 294	1 519 294	1 519 294	1 642 270
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	54 600	61 914	61 914	61 914	52 386
Patinoires intérieures et extérieures	55	22 168	26 973	26 973	74 856	74 227
Piscines, plages et ports de plaisance	56	51 740	38 403	7 449	45 852	45 309
Parcs et terrains de jeux	57	120 449	143 038	44 758	187 796	143 074
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	4 600	3 757	3 757	3 757	3 238
Autres	60	37 000	44 659	44 659	44 659	33 973
	61	290 557	318 744	52 207	418 834	352 207
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	6 075	6 075	6 075	6 075	5 192
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	4 464	4 448	4 448	4 448	4 360
	67	10 539	10 523	10 523	10 523	9 552
	68	301 096	329 267	52 207	429 357	361 759

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	101 943	133 201		133 201	135 922	102 723
Autres frais	71	12 350	12 350		12 350	12 350	14 244
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	41 500	58 423		58 423	58 423	50 851
	74	155 793	203 974		203 974	206 695	167 818
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		951 498 (	951 498)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	487 213	487 213	67 017
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	520 544	520 544	136 189
Conduites d'égout	4	19 848	19 848	67 017
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	536 377	536 377	922 917
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			629
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	30 965	30 965	76 676
Édifices communautaires et récréatifs	14			28 591
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	60 570	60 570	16 828
Machinerie, outillage et équipement divers	19	511 800	521 689	103 172
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 167 317	2 177 206	1 419 036

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	94 975	94 975	67 017
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	520 544	520 544	136 189
Conduites d'égout	4			67 017
Autres infrastructures	5	90 526	90 526	178 108
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	392 238	392 238	
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	19 848	19 848	
Autres infrastructures	10	445 851	445 851	745 438
Autres immobilisations corporelles	11	603 335	613 224	225 267
	12	2 167 317	2 177 206	1 419 036

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	573 000	1 178 000	32 700	1 718 300
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 553 957		575 544	2 978 413
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 126 957	1 178 000	608 244	4 696 713
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 051 100		52 100	999 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 051 100		52 100	999 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 051 100		52 100	999 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 051 100		52 100	999 000
	19	5 178 057	1 178 000	660 344	5 695 713
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 178 057	1 178 000	660 344	5 695 713

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	5 600 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 418 384
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	999 000
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	8 020 084
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	98 125
Endettement net à long terme	14	8 118 209
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	79 473
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	8 197 682
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	8 197 682
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	44 471	44 284	44 284	40 678
Évaluation	2	85 669	84 795	84 795	77 656
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4	710	707	707	694
Sécurité incendie	5	9 525	9 492	9 492	9 066
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	59 230	59 072	59 072	49 282
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	12 126	12 126	12 126	13 460
Cours d'eau	13	339	339	339	340
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17	5 762	5 762	5 762	5 704
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	11 692	11 642	11 642	11 778
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	11 664	11 664	11 664	11 682
Autres	21	5 762	5 762	5 762	5 704
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	36 238	42 985	16 012	15 696
Activités culturelles	23	4 464	4 448	4 448	4 360
Réseau d'électricité	24				
	25	287 652	293 078	266 105	246 100

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 920 600	1 178 305
Frais de financement	4	246 717	234 159
Autres	5		
	6	2 167 317	1 412 464

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,37	40,00	6 677,00	327 226	71 118	398 344
Professionnels	2	2,45	35,00	4 419,50	159 551	34 676	194 227
Cols blancs	3	4,00	35,00	7 332,00	206 020	44 776	250 796
Cols bleus	4	9,50	40,00	19 228,50	572 789	124 488	697 277
Policiers	5						
Pompiers	6	28,00	1,50	3 194,95	74 501	5 780	80 281
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	47,32		40 851,95	1 340 087	280 838	1 620 925
Élus	9	7,00			133 177	16 626	149 803
	10	54,32			1 473 264	297 464	1 770 728

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	11 601		25 513		37 114
Réseau de distribution de l'eau potable	3	11 073				11 073
Traitement des eaux usées	4	68	186 556	421 299		607 923
Réseaux d'égout	5	8 567				8 567
Autres	6	549 211	13 400	6 615	109 620	678 846
	7	580 520	199 956	453 427	109 620	1 343 523

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	59 709	55 005
	4	59 709	55 005
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	10 277	9 528
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	10 277	9 528
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	45 476	39 483
Enlèvement de la neige	12	2 788	2 836
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	48 264	42 319
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	550	758
Réseau de distribution de l'eau potable	18	27 480	15 229
Traitement des eaux usées	19	5 440	5 882
Réseaux d'égout	20	42 383	26 145
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	75 853	48 014
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	8 701	8 422
Autres	36		
	37	8 701	8 422
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 170	1 747
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	1 170	1 747
Réseau d'électricité			
	42		
	43	203 974	165 035

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
André Brunette	1.1	Maire	29 131	14 565	7 465	3 732
Denis St-Cyr	1.2	Conseiller	9 716	4 858		
Florent Ricard	1.3	Conseiller	9 716	4 858		
Rémi Robidoux	1.4	Conseiller	9 716	4 858		
Maurice Brossoit	1.5	Conseiller	9 716	4 858		
Andrea Geary	1.6	Conseiller	9 716	4 858		
Dominic Tremblay	1.7	Conseiller	9 716	4 858		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 200 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ 138 108 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☐ ☒

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 359

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-08-05

Nom du signataire : Johanne Hébert

Fonction du signataire : Directrice générale et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2026-08-17

Date et heure de la dernière modification : 2026-08-17 18:51

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	7 905 404	5 901 996	7 500 744	56 368	7 536 944
Investissement	2	516 555		1 254 236	6 805	1 254 236
	3	8 421 959	5 901 996	8 754 980	63 173	8 791 180
Charges	4	7 202 956	5 403 196	6 871 020	77 577	6 921 624
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 219 003	498 800	1 883 960	(14 404)	1 869 556
Moins : revenus d'investissement	6 (	516 555)(	) (	1 254 236)(	6 805)(	1 254 236)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	702 448	498 800	629 724	(21 209)	615 320
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	811 796		951 498	12 814	964 312
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	901 000)(	491 300)(	597 400)(	10 844)(	608 244)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	135 211)(	) (	276 502)(	3 084)(	279 586)
Excédent (déficit) accumulé	12	522 566	(7 500)	26 493		26 493
Autres éléments de conciliation	13	175 431		7 816		7 816
	14	473 582	(498 800)	111 905	(1 114)	110 791
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 176 030		741 629	(22 323)	726 111

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 237 608	1 176 219	1 180 059
Débiteurs	2	5 681 629	4 664 271	4 672 761
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	6 919 237	5 840 490	5 852 820
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	4 738 993	3 848 200	3 854 658
Créditeurs et charges à payer	9	1 380 009	701 293	717 760
Revenus reportés	10	231 228	101 317	102 055
Dette à long terme	11	5 051 950	5 592 800	5 687 813
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	11 402 180	10 243 610	10 362 286
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(4 482 943)	(4 403 120)	(4 509 466)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	21 358 900	22 566 903	22 793 001
Autres	17	3 123 269	3 719 403	3 722 566
	18	24 482 169	26 286 306	26 515 567
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	3 508 456	3 561 237	3 552 343
Excédent de fonctionnement affecté	20	96 018	94 265	94 265
Réserves financières et fonds réservés	21	215 012	23 911	24 635
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	645 900)(	451 800)(	451 800)(
Financement des investissements en cours	23	(4 196 773)	(3 418 384)	(3 418 384)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	21 022 413	22 073 957	22 205 042
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	19 999 226	21 883 186	22 006 101

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Règlement 724-2005 Hunt Mills	1.1	91 899	93 652
▪ Travaux immeubles industriels	1.2	2 366	2 366
	2	94 265	96 018
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	94 265	96 018
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		200 000
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	1 411	12
Organismes contrôlés et partenariats	10	724	722
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	22 500	15 000
Autres			
▪	14.1		
	15	24 635	215 734
	16	118 900	311 752

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	8 020 084
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	8 197 682
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 978 413	3 553 957
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 718 300	573 000
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	999 000	1 051 100
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	5 695 713	5 178 057

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	3 864 988	3 786 630	4 021 080	4 021 080
Compensations tenant lieu de taxes	13	283 820	211 270	260 125	260 125
Quotes-parts	14				
Transferts	15	563 041	543 007	622 268	622 268
Services rendus	16	2 195 495	1 138 535	1 660 520	1 696 720
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	641 060	160 175	761 901	761 901
Autres	18	357 000	62 379	174 850	174 850
	19	7 905 404	5 901 996	7 500 744	7 536 944
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	227 725		721 255	721 255
Autres	23	288 830		532 981	532 981
	24	516 555		1 254 236	1 254 236
	25	8 421 959	5 901 996	8 754 980	8 791 180

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 015 103	1 085 709	52 409	1 138 118	1 138 118	1 026 431
Sécurité publique							
Police	2	163 363	163 360		163 360	163 360	155 750
Sécurité incendie	3	290 634	277 129	70 152	347 281	347 281	327 746
Autres	4	24 470	13 703		13 703	13 703	18 836
Transport							
Réseau routier	5	756 311	740 519	252 882	993 401	993 401	909 800
Transport collectif	6	67 230	59 072		59 072	59 072	54 282
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 038 109	971 820	523 848	1 495 668	1 495 668	2 090 808
Matières résiduelles	9	459 270	508 872		508 872	508 872	447 340
Autres	10	639	7 234		7 234	7 234	608
Santé et bien-être	11	39 762	39 569		39 569	39 569	57 834
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	179 406	130 496		130 496	130 496	133 349
Promotion et développement économique	13	912 010	1 388 798		1 388 798	1 388 798	1 508 921
Autres	14						
Loisirs et culture	15	301 096	329 267	52 207	381 474	429 357	361 759
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	155 793	203 974		203 974	206 695	167 818
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	5 403 196	5 919 522	951 498	6 871 020	6 921 624	7 261 282
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		951 498 (	951 498)			
	21	5 403 196	6 871 020		6 871 020	6 921 624	7 261 282

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	516 555	1 254 236	6 805	1 254 236
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 412 464)(	2 167 317)(	9 889)(	2 177 206)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	447 243)(	618 241)(	) (	618 241)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		1 178 000		1 178 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	135 211	276 502	3 084	279 586
Excédent accumulé	6	540 510	856 608		856 608
	7	(1 183 986)	(474 448)	(6 805)	(481 253)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(667 431)	779 788		772 983

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14